



Bruxelles, le 21 août 2020

Monsieur Philippe De Backer
Ministre en charge de l'Agenda numérique

Via e-mail : info@debacker.fed.be

Nos références : EU-Directive-CE-2016/2102-Accessib-Web-
Implémentation-Courrier-Ministre-OME
Votre correspondant : Olivier Magritte
Copie : Aux Ministres régionaux et communautaires en charge de
cette matière, Messieurs Jan Jambon, Willy Borsus,
Bernard Clerfayt, Frédéric Daerden, Oliver Paasch
A Madame la Ministre en charge des personnes
handicapées : Nathalie Muylle

*Objet : Mise en œuvre de la Directive CE 2016/2102 sur l'accessibilité des sites
Internet et des applications mobiles du secteurs public*

Monsieur

Le 23 septembre prochain, la directive 2016/2102 sur l'accessibilité des sites Internet et des applications mobiles du secteurs public sera pleinement d'application.

Le Belgian Disability Forum asbl (BDF) attache une grande importance à la mise en œuvre de cette directive qui garantira l'accessibilité à l'information officielle pour toutes les personnes handicapées, sur un pied d'égalité avec tous leurs concitoyens.

Il s'agira d'une étape importante sur le chemin, encore trop long, vers leur inclusion pleine et entière.

Les difficultés liées à la crise Covid-19 ont été l'occasion, s'il en était encore besoin, de démontrer toute l'importance d'une communication de qualité.

Auriez-vous l'amabilité de communiquer au BDF un état des lieux des mesures concrètes qui ont été prises pour la mise en œuvre complète et effective de ladite directive ?

Le BDF serait particulièrement intéressé de savoir :

- Quels sont les résultats du processus de « déclaration d'accessibilité » ?
- Quelles sont les modalités de contrôle prévues dans les différentes entités constitutives de la Belgique fédérale ?
- Quel est le niveau d'accessibilité des sites Internet fédéraux, régionaux, communautaires, provinciaux et locaux (communes et CPAS) ainsi que de toutes les entités assimilées (intercommunales, entreprises publiques, agences, associations...) ?
- Quel est le pourcentage de ces sites qui satisfont aux exigences d'accessibilité de la directive ?

D'autre part, la directive prévoit la possibilité d'exemptions pour certaines catégories de sites Internet publics. Pouvez-vous communiquer au BDF la liste des exemptions qui ont été retenues par la Belgique et les arguments qui ont prévalu pour ces décisions d'exemption ?

De même, la directive prévoit un mécanisme de plainte en cas de non-conformité. Pouvez-vous informer le BDF sur les modalités prévues à cet effet ?

Par ailleurs, la directive prévoit la mise en place d'un processus de rapport et de suivi. Cette tâche a-t-elle été dévolue au *Belgian web accessibility office (BWAO)* ? En tout état de cause, le BDF souhaite que les « Conseils d'avis des personnes handicapées » existant dans différentes entités constitutives de la Belgique fédérale soient impliqués dans ce processus, dès le départ, dans leurs entités respectives. Pouvez-vous informer le BDF sur les modalités d'implication qui ont été prévues ? Pour rappel, le premier rapport d'évaluation devra être soumis à la Commission européenne pour le 23 décembre 2021.

Les procédures mises en place par les différents gouvernements constitutifs de la Belgique fédérale auront, nous vous faisons confiance, un impact très positif pour l'accès de tous à l'information.

Dès lors, le BDF vous encourage à étendre la législation au-delà des sites Internet du secteur public : à l'ensemble des sites Internet privés. Une accessibilité accrue à l'information sera un bénéfice pour toute la population.



Bruxelles, le 21 août 2020

En vous remerciant pour le suivi que vous accorderez à la présente,
nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos meilleures salutations.

Gisèle MARLIERE
Secrétaire générale

Pierre GYSELINCK
Président